

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(01)/ST/70

11 novembre 2001

(01-5659)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE

Quatrième session

Doha, 9 - 13 novembre 2001

Original: anglais

## DANEMARK

### Déclaration de S.E. M. Birger Riis-Jorgensen Secrétaire d'État, Ministère des affaires étrangères

Au nom du Royaume du Danemark, y compris le Groenland et les îles Féroé, je tiens à remercier le gouvernement qatarien et la ville de Doha d'accueillir cette conférence historique. Je vous remercie aussi, M. le Président, ainsi que M. Moore, Directeur général de l'OMC, et M. Harbinson, Président du Conseil général, de nous guider dans ces négociations et de donner une base solide à nos débats.

Aujourd'hui plus que jamais, l'économie mondiale a besoin d'un nouveau cycle de négociations commerciales pour restaurer la confiance et relancer la croissance économique. Il est important que la communauté internationale s'unisse pour renforcer le système commercial multilatéral en ayant comme objectif l'amélioration des conditions de vie dans le monde entier.

Ici à Doha, il nous est offert une occasion sans précédent de laisser de côté les considérations politiques à court terme et de trouver des solutions viables à long terme pour favoriser l'instauration d'une croissance durable à l'échelle planétaire. Ce faisant, nous contribuerons à ouvrir la voie de la paix et de la prospérité pour tous et non juste pour quelques-uns. Nous devons saisir cette chance. Si nous ne le faisons pas, nous y perdrons tous.

\*  
\*       \*  
\*

Notre objectif devrait être le lancement d'un *cycle pour le développement*. Il ne faut pas oublier que, souvent, les pays les plus pauvres n'ont pas assez bénéficié des avantages du système commercial international.

À l'heure actuelle, ce sont les pays en développement qui souffrent le plus de la récession économique; d'où la nécessité d'un cycle mettant nettement l'accent sur les besoins de ces pays. À cet égard, nous devons également tenir compte des besoins et des préoccupations propres aux populations autochtones ainsi que de ceux des petites économies vulnérables.

L'initiative européenne "Tout sauf les armes" est une illustration de ce qui est nécessaire. Nous devrions tous nous engager dans cette voie. Il est impératif d'abaisser les obstacles restants aux exportations des pays en développement. Cela signifie qu'il faut ouvrir les marchés. Il faut aussi réduire les subventions. Certes, cela implique de profondes mutations dans certains secteurs du monde développé, mais cela doit être fait. Nous en retirerons tous des bénéfices à long terme.

Toutefois, il n'est pas aisé pour les pays en développement de faire les premiers pas, difficiles, dans le système commercial mondial. D'une manière générale, l'ouverture des marchés favorisera le développement grâce à l'investissement et à la production engendrant une croissance économique.

Les pays qui ont activement cherché à participer au système commercial mondial ont mieux réussi. Une assistance matérielle devrait être apportée aux pays en développement pour leur permettre de tirer pleinement profit du processus de libéralisation. À cet égard, nous pensons que le renforcement des capacités est un élément clé.

De la même façon, dans le domaine des droits de propriété intellectuelle, il faut fournir une assistance aux pays en développement et leur laisser de la flexibilité pour la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC. Il faut faire pleinement usage de la flexibilité ménagée par l'Accord.

\*  
\*       \*

Le commerce et l'investissement sont les conditions nécessaires, mais non suffisantes, d'un développement durable.

Une protection sociale, des normes tenant compte des différences entre hommes et femmes et des mesures de protection de l'environnement sont également des facteurs clés du développement durable. Le processus d'ouverture des marchés ne peut pas être considéré isolément. Il doit être tenu compte des préoccupations relatives aux normes environnementales et sociales. Il ne s'agit pas de faire du protectionnisme en créant des obstacles aux échanges, mais de donner l'équilibre nécessaire au processus de mondialisation et de renforcement de l'interdépendance économique. C'est un défi qu'il nous faut relever.

Le Danemark se félicite donc des travaux de l'OIT sur la dimension sociale de la mondialisation. En outre, nous serions favorables à la participation de l'OMC à ces travaux.

Le Danemark verrait un nouveau cycle de négociations commerciales mondiales comme le premier volet d'une "action mondiale", le second volet étant la Conférence des Nations Unies sur le financement du développement. Nous devrions envisager nos travaux à l'OMC dans le contexte du Sommet mondial de Johannesburg sur le développement durable.

Un moyen important d'assurer le développement durable est de faciliter le transfert de technologies respectueuses de l'environnement aux pays en développement.

Le Danemark est favorable à l'octroi d'un traitement préférentiel pour les produits et technologies respectueux de l'environnement. L'utilisation de différentes formes d'éco-étiquetage pourrait être un moyen de promouvoir cette idée.

L'OMC doit donc œuvrer à l'établissement de relations claires entre les accords environnementaux multilatéraux et ses propres règles. Nous demandons par ailleurs que des conditions plus précises soient fixées pour l'application du principe de précaution.

En outre, il faut travailler à la clarification du rapport entre les mesures préférentielles et les règles de l'OMC relatives à la non-discrimination. Nous avons l'espoir que des progrès peuvent être accomplis dans ce domaine dans le cadre d'un nouveau cycle.

\*  
\*       \*

L'autre objectif que l'OMC doit se fixer est la transparence. Nous avons besoin de clarté en matière de politique commerciale. Cela s'applique aussi bien à l'OMC, en tant qu'organisation, qu'aux États Membres. Nous avons beaucoup à gagner en améliorant la transparence et en faisant participer davantage le public au traitement des questions de politique commerciale. À cet égard, je souhaiterais réitérer la proposition visant à établir un organe parlementaire consultatif.

\*  
\*      \*

À la présente Conférence, nous accueillons un certain nombre de nouveaux pays Membres de l'OMC. L'achèvement des négociations sur l'accession de plusieurs autres pays – notamment la Chine – est un pas en avant très important. Nous souhaitons d'ailleurs chaleureusement la bienvenue à ces pays. Nous espérons voir s'achever dès que possible les négociations engagées avec un certain nombre d'autres pays ayant demandé l'accession, notamment la Russie.

Enfin, je souhaiterais exprimer à nouveau mon souhait le plus sincère que cette Conférence ministérielle produise les résultats que le monde attend. Pour que cela soit le cas, nous devons, ensemble, assumer nos responsabilités et donner l'impulsion nécessaire.

---